



Séance du 16 avril à 14h
Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

Présentation d'ouvrage

« Banque Mondiale-F M I : Gardiennes du Temple ou Gendarmes du Monde »

Présentation de **Jacques CROSNIER**, membre libre

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Chères Consœurs
Chers Confrères,
Chers Amis

Cher Président, vous avez bien voulu me demander de présenter mon livre

BANQUE MONDIALE-F M I : Gardiennes du Temple ou Gendarmes du Monde ?

C'est en qualité d'ancien, Haut Fonctionnaire de la Banque Mondiale et Conseiller du Fonds Monétaire International que je suis honoré de vous présenter, en un court espace de temps, 30 années d'un séjour actif à Washington, siège de ces deux Institutions, dites Institutions financières internationales ou, encore Institutions de Bretton-Woods, du nom du lieu où les puissances alliées de la dernière Guerre Mondiale se sont retrouvées pour rebâtir un monde nouveau.

C'est donc un vécu que je vais vous présenter avec quelques images en *power-point* Bien que fort connues pour être citées fréquemment dans les médias du monde entier, elles sont, en réalité, entourées de mystères dans leur fonctionnement au service de leurs pays membres qui constituent la quasi-totalité des pays de la planète (187).

Ce livre est un résumé des conférences données en pays francophones et, en France, au Sénat, lors d'une invitation de l'Association des Sénateurs retraités qui ont souhaité en connaître plus sur le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Ce souhait est d'autant plus légitime que le F M I a été dirigé par trois Français et que la Banque Mondiale, représentant 5 Institutions regroupées (d'où le nouveau nom de "Groupe Banque Mondiale") a de nombreuses relations avec les autres Organisations des Nations-Unies ainsi qu'avec des Agences françaises dont l'Agence de Développement (AFD).

Les SŒURS JUMELLES.

C'est la France qui eut l'honneur de recevoir le premier prêt de la Banque Mondiale à hauteur de 250 millions de dollars de l'époque, le 9 mai 1947. Il permit de reconstruire les villes françaises les plus endommagées du Nord-Est et de la côte atlantique. C'est le général Marshall qui a donné son nom au plan qui a permis à l'Europe, dévastée par la guerre 39-45, de se reconstruire.



Le Fonds Monétaire International (FMI) veille, à la bonne gouvernance financière des Pays Membres, il est donc uniquement concentré sur un seul domaine, les finances, alors que la Banque Mondiale couvre tous les domaines du développement, sauf la Défense. Nous commencerons par le FMI car tout pays-membre de la Banque Mondiale doit avoir, au préalable, été inscrit au FMI.

Le FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)

Le Fonds comprend 189 Pays- Membres,

Le Fonds ne compte qu'environ 4000 fonctionnaires, alors que la Banque en compte environ 10 000. D'après les statuts, les pères fondateurs se sont mis d'accord à Bretton Woods pour que le FMI soit dirigé par une personnalité **européenne**, par opposition à la Banque dont le Président est toujours un **Américain**, proposé par le Président des Etats-Unis aux 25 administrateurs du Fonds. Ce modus vivendi a, bientôt, des chances de changer sous la pression des pays émergents qui voudraient accéder au plus haut poste de la Banque. Il faut dire, ici, que la France y a trouvé un avantage certain en ayant eu, en moins de 20 ans, 3 directeurs généraux français : Jacques de la Rosière, Michel Camdessus, puis Dominique Strauss-Kahn, avant de céder sa place, pour la première fois, à une femme en la personne de Christine Lagarde. Il est remarquable que la France ait été à la tête du FMI pendant une longue période totalisant 22 ans. inattendu !

Le Directeur Général est assisté de 3 D.G adjoints, dont l'un fut, auparavant, vice-président de la banque Mondiale, ce qui montre combien sont étroites les relations entre les deux organisations-sœurs !

Pour information, voici les Etats qui ne font pas partie du FMI. Ce sont : La Corée du Nord, Cuba, Nauru, le Swaziland, le Liechtenstein, Andorre et le Vatican.

LE ROLE DU FMI :

Il se décline en 5 responsabilités :

- -promouvoir la stabilité économique et financière à l'échelle mondiale,
- -promouvoir la coopération monétaire internationale,
- -faciliter l'expansion et la croissance du commerce mondial,
- -aider à établir un système multilatéral des paiements,
- -aider le financement des pays qui auraient des difficultés de balance des paiements.

Il est aussi chargé de prévenir les crises financières, et lorsqu'elles se produisent, contribuer à leur résolution. On pense, à la fois, à l'*Argentine* et à la *Grèce*, mais il y en a eu beaucoup d'autres, comme l'*Equateur*, le *Mexique*, le *Mozambique*, la *Tanzanie*, la *Tunisie* et bien d'autres.

L'allègement de la pauvreté fait aussi partie de son rôle, le plus souvent en association avec la Banque Mondiale. Leurs bénéficiaires sont les mêmes pays, ceux que l'on appelle les Pays en Développement ou PVD. Ceux-ci ont comme spécificités d'avoir une économie en majorité agricole ; une démographie en forte croissance ; une dépendance vis-à-vis des pays développés ; des dirigeants pas suffisamment formés pour accomplir leurs fonctions ; un certain retard technologique. Toutefois, il existe de grandes différences entre les PVD ; certains, même, devenant "émergents".



Le Fonds surveille les politiques nationales pour vérifier qu'elles ne dérapent pas et intervient, en cas de crise, pour fournir, en liquidités, les pays défaillants, moyennant la mise en place d'une politique de redressement financier, synonyme de rigueur et d'austérité.

Pour atteindre ces différents objectifs, le Fonds octroie des prêts aux pays-membres, leur fournit de l'assistance technique dans le domaine financier, exerce une surveillance de l'économie mondiale, autant qu'au niveau de chaque Etat.

C'est ainsi que le total des "quotes-parts" du Fonds s'élèvent à **338 milliards** de dollars, les prêts actuels à 17 milliards pour 68 pays, et l'assistance technique de l'ordre de 440 personnes-années. Enfin, 134 pays ont reçu, en 2007, des missions d'inspection de la part du FMI, avec, en cas de problèmes constatés, l'obligation d'établir des programmes d'austérité, de redressements financiers, ou mise en place de prêts concessionnels.

Le fonds a, à sa disposition plusieurs mécanismes d'intervention appelés « **Facilités** » de prêts :

- La Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) ;
- La Facilité de Reserve Supplémentaire (FRS)
- La Facilité de Financement Compensatoire (FFC)
- La Facilité de protection contre les chocs exogènes (facilité PCE) ;
- L'Initiative en faveur des pays pauvres endettés (PPTTE)
- L'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

Ce sont des Fonds spéciaux pour aider les pays à court-circuiter les conditions de prêts. C'est une aide en direct en fonction des cibles : par exemple la malnutrition, l'insécurité alimentaire, la fluctuation des prix d'aliments de première nécessité, le surendettement.

Le FMI n'hésite pas à créer autant de **Fonds d'urgence** qu'il en faut pour faire face aux problèmes et crises qui apparaissent dans le monde.

Il convient, toutefois, de noter que le FMI est toujours considéré par bon nombre de pays qui ont eu à souffrir de ses remèdes drastiques comme une institution austère et sévère qui a, par des mesures très restrictives, entraîné des manifestations de rues lorsque les subventions sur des matières alimentaires essentielles comme le pain ou le lait ont été supprimées brutalement à la demande du FMI. D'où la plaisanterie IMF signifiant « *IMF= Its Mostly Fiscal* » ; un vrai gendarme du monde sur le plan financier ! J'ai personnellement vu des manifestations, dans plusieurs pays, les plus récentes ayant eu lieu au Mozambique, suite à la suppression des subventions sur le pain, et en Tunisie où des slogans sur les murs de Tunis mettaient en gros : FMI/ US go home="retournez chez vous". On en reparlera.

Les DTS : TIRAGES DES DROITS SPECIAUX,

Vu qu'il n'est pas possible en si peu de temps d'expliquer ce que sont les DTS, je renvoie à mon livre. En bref, en 2016, 204,1 milliards de DTS ont été alloués aux pays-membres pour approvisionner en liquidités le système économique mondial, suite à des crises financières. Leur valeur repose sur un **panier de 5 monnaies** : le dollar US, l'Euro, le renminbi chinois, le yen japonais et la livre sterling anglaise. La pondération dans ce paquet de monnaie est la suivante : \$ US=41,73% ; Euro=30,93 ; Renminbi=10,92 ; Yen=8,33 ; £=8,33. On voit, encore,



le poids du dollar américain. La pondération est revue tous les 5 ans, ce qui donne comme prochaine date : le 30 septembre 2021.

En cas de déséquilibre de sa balance de paiement, chaque pays peut, donc, recourir à un droit de tirage équivalant à 25% de sa quote-part pour soutenir sa monnaie.

SON FONCTIONNEMENT

L'anglais est sa langue officielle. Ses ressources, qui n'étaient que de 210 milliards de DTS, ont été portées à 1000 milliards en avril 2009 lors du G 20 de Londres. Avec une légère redistribution des quotes-parts, celles-ci sont, maintenant :

USA : 17,4 ; Chine : 6,4 ; France et le Royaume Uni, chacun 4,8.

Parmi les politiques préconisées par le Fonds, on note : la libéralisation des marchés ; la privatisation des entreprises publiques non régaliennes ; la réduction, voire la suppression des subventions ; le relèvement de l'âge légal de la retraite, entre autres mesures.

Les principaux emprunteurs au FMI ont été, dans l'ordre décroissant : Le Mexique, la Corée du Sud, la Russie, le Brésil, l'Argentine, l'Inde ; l'Indonésie, la Grèce et le Portugal.

QUELQUES ACTIONS TYPES

Une mesure exceptionnelle a, alors, été décidée par les Gouverneurs du FMI : celle de la vente, par étape, d'une partie de ses réserves d'or, soit 9,2 milliards de dollars sur une réserve équivalant à 95,2 milliards de dollars, ce qui fait, encore, du FMI le troisième plus grand possesseur d'or du monde.

Les critiques sur le FMI ont été fréquentes dans le monde. Le Fonds a toujours été davantage critiqué que la Banque Mondiale. D'abord, il existe une extrême variation entre les pays du monde, qui est donc une raison des difficultés : la complexité. S'y ajoute la grande variété des régimes politiques que l'on ne peut pas traiter pareillement, mais dans les deux cas, ne jamais relâcher la surveillance du bon fonctionnement des institutions ; ceci implique davantage de missions de suivi. On a constaté que plus un pays est riche en minerais, plus la corruption est grande et plus la répartition des richesses est inégale.

On critique ces Institutions, comme on critique les Nations-Unies, en général, mais se pose-t-on la question de savoir s'il n'y aurait eu pire sans l'assistance financière et technique fournie par les Organisations Internationales.

Rappelons que le directeur général du Fonds et le président de la Banque sont, essentiellement, présents dans les grandes réunions internationales que sont les G7, G20 et G 77 en raison de leur parfaite connaissance de l'économie et des finances du monde.

Ces perspectives incitent les deux sœurs jumelles, que sont le FMI et la BM, à se réformer pour être plus réactifs aux crises mondiales, ainsi qu'à aider l'avènement des nouvelles technologies, au rang desquelles se trouvent l'Intelligence Artificielle et les Energies renouvelables.

LES CRITIQUES FAITES AU FMI.

Elles sont récurrentes et émanent même de célèbres américains, comme Joseph Stiglitz, prix Nobel d'Economie, qui fut mon "patron". Avec les pays émergents, il trouve anormal que 9 pays seulement représentent plus de 50% du PIB mondial !



L'autre reproche principal est que cette Institution a failli dans sa mission de surveillance financière, en n'ayant pas prévu les crises majeures survenues dans le monde.

L'autre critique : outre la rigidité dont elle fait preuve, est celle de l'incapacité à identifier les risques. D'autre part, le FMI insiste trop sur la stabilisation des monnaies et pas assez sur d'autres données comme celles du chômage.

Last but not least, la Banque Mondiale, elle-même critique sa sœur-jumelle en la rendant responsable de l'aggravation de la dette des PVD

L'AFFAIRE DSK. J'en parle dans mon livre, ayant vu le personnage juste avant son départ sur New-York

LE GROUPE BANQUE MONDIALE

Il s'agit du terme le plus précis car il regroupe cinq institutions Internationales.

LES CINQ INSTITUTIONS :

La Banque Mondiale, qui est située, tout près de la Maison Blanche, s'est d'abord appelée : la **Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (IBRD/ IBRD)**. Son rôle est, en effet, de "consentir des prêts pour la reconstruction", elle s'est, ensuite, fait connaître comme la Banque Mondiale puis finalement le Groupe Banque Mondiale dont le rôle est de contribuer au Développement Economique et Social des Pays-Membres et à financer tous les secteurs qui y contribuent.

Ce Groupe comprend 5 Institutions Internationales, chacune ayant un rôle spécifique :

-La Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (**IBRD/ BIRD**) qui va s'intéresser à favoriser la croissance des pays les plus avancés. Le prêt consenti est celui en vigueur sur le marché mondial. Depuis que beaucoup de pays font face à des destructions qui résultent de conflits armés, ou bien des destructions accidentelles ou terroristes, la BIRD va devoir accroître ses financements, ainsi pour l'Irak, la Syrie, le Liban

-L'Association Internationale de Développement (IDA)

Elle a été créée seulement en 1960. Elle concerne les pays peu développés dont le *P I B/per capita* est inférieur à un certain montant qui est, actuellement de 1050 dollars. Le taux est très bas, de l'ordre de 0,75%, compte tenu des difficultés de remboursement de ces pays dits en voie de développement (**PVD**) ou encore appelés PMA, pour pays les moins avancés, sont des termes élégants pour traduire : pays pauvres qui ont du mal à suivre la croissance des pays mieux nantis. Environ 80 pays font partie des pays les plus pauvres du monde. L'IDA est, en grande partie, financée par les contributions de 45 pays donateurs regroupant les pays développés et ceux à revenu intermédiaire ; les autres ressources proviennent du Groupe de la banque et des remboursements de ses crédits antérieurs effectués par les pays emprunteurs.

La plupart des pays africains ont donc recours à l'IDA. Environ 5000 "Bank staff" travaillent pour l'IDA, car l'Afrique a été jugée prioritaire pour les projets de développement par le fait que la quasi-totalité des plus pauvres du monde se trouvent en Afrique, comme le montre la liste des PNB per capita des pays-membres de la Banque.

Il faut, toutefois, reconnaître que, depuis une bonne dizaine d'années, les comparaisons évoluent plus favorablement pour l'ensemble de ces pays en développement (PVD) au point



que certains sont maintenant considérés comme des **pays émergents**, qui en font une nouvelle catégorie intermédiaire, au PIB per capita nettement plus élevé que celui des PVD. En font partie, pour le moment, les pays comme la Russie, l'Inde, le Brésil, la Chine, (B.R.I.C) auxquels on ajoute l'Afrique du Sud et le Mexique.

-La Société Financière Internationale (IFC/ SFI en français)

Elle a été créée en **1956**, avec une nette particularité : elle s'occupe exclusivement d'aider les entreprises du **secteur privé** qui contribuent au développement économique du pays. C'est, sans aucun doute, l'Institution qui est la plus dynamique du Groupe de la Banque, ayant adopté une forme de management plus souple que celle de la Banque en général. Il est vrai, aussi que son staff est plus limité. La SFI intervient en prenant une participation dans l'entreprise assistée par des conseillers économiques et financiers de la Banque. Elle présente, pour les entreprises du secteur privé, surtout pour les PME, le grand avantage d'obtenir des capitaux étrangers qui leur sont nécessaires. Elle est surtout active en Amérique latine et Caraïbe, en Afrique et Europe (65%). Par secteur, le financement du commerce, c'est 40% des investissements, les marchés financiers 20%, les infrastructures 15%. En ce sens, elle contribue aussi à réduire les inégalités. Sa performance est appréciée au sein de la BM.

-L'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)

C'est la création la plus récente puisque créée en 1988
Sa création a été jugée utile pour encourager les investisseurs étrangers au pays assistés dans des projets innovateurs où la garantie des fonds engagés pouvait être à risque. En garantissant une bonne gestion des risques, elle rassure les investisseurs. De plus, en cas de faillite, les investisseurs étrangers sont indemnisés. Ainsi sont-ils moins réticents à prendre un risque à investir dans les projets situés dans les pays peu sûrs ou peu stables. **-Le Centre International pour le Règlement des Différents Internationaux (ICSID – CIRDI en français)**. C'est, comme son nom l'indique, l'Organisation qui règle les litiges toujours possibles entre différentes institutions qui participent aux prêts financés par la Banque. Rien de surprenant vu les montants très élevés de ces financements. Il instaure un climat de confiance mutuelle entre les Etats et les investisseurs étrangers, en nommant des médiateurs et en procédant à des arbitrages.

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS

Il est composé d'un Gouverneur et d'un Gouverneur suppléant pour chacun des Etats-membres. C'est, généralement le ministre des finances du pays considéré, ou le gouverneur de la Banque centrale. Ils sont nommés pour un mandat de 5 ans, renouvelable. Ce sont eux qui sont représentés par le conseil d'administration, en dehors des Assemblées annuelles.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il est constitué, actuellement, en plus du Président du Groupe BM, de **25 Administrateurs** élus pour 5 ans renouvelables qui représentent les Gouverneurs des 189 Pays-Membres que sont leur ministre des Finances ou le gouverneur de leur banque centrale. On les connaît sous le nom de (*Executive Directors*). Sept sièges sont permanents, avec l'avantage de ne représenter que leur pays ; ce sont : **les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Chine et l'Arabie Saoudite**, car ils sont les plus grands contributeurs financiers et ont, par voie de conséquence, la plus large part de votes. Les Etats-Unis sont de loin, avec, au chiffre arrondi, 17,5% des quotas, le plus grand contributeur financier, loin



devant le Japon (7,9), l'Allemagne (4,5) la France venant à égalité avec l'Angleterre avec 4,3%, la Chine (3,9%), l'Arabie Saoudite (2,9%), ce qui reflète le pouvoir de vote de ces pays par rapport aux autres 173 pays.

Les autres pays sont regroupés avec un représentant élu par rotation tous les deux ans. Un représentant de pays pauvres peut avoir à représenter jusqu'à une vingtaine de pays ; tel est le cas de l'Afrique francophone (24 pays francophones et lusophones représentés actuellement par rotation entre plusieurs pays), (21 pays anglophones sont également représentés par un Africain anglophone, avec représentation tournante). On comprend leurs doléances actuelles pour une plus juste représentativité qui se font par Quotas. Je les détaille dans mon livre, ainsi que la crise des "subprimes".

Les gouverneurs du FMI et de la Banque Mondiale, ont décidé, suite à l'épidémie d'Ebola, de créer un **Fonds spécial d'urgence** de \$500 Millions pour combattre ce genre de crise de manière coordonnée.

Puis, en mars 2020, en pleine pandémie de coronavirus (CoVid19) qui a atteint plus de la moitié de la planète, les Administrateurs du Groupe Banque Mondiale ont voté une réserve d'un exceptionnel montant de **160 milliards**, sur 5 ans, pour aider les PVD qui seraient les plus touchés par la pandémie, afin de soutenir leur économie, déjà fragile, si gravement menacée d'effondrement. Cette décision remarquable mérite d'être saluée avec le plus grand respect.

LES ASSEMBLEES GENERALES

La Banque Mondiale, en raison de son impact sur le développement du monde, et par le fait que les Ministres des Finances des 189 pays sont, es-qualité, les Gouverneurs de l'Institution, entretient des relations suivies avec toutes les autres organisations internationales, régionales et nationales, notamment avec les pays qui figurent à son Conseil d'Administration, au G8. et au G 77.

Les réunions conjointes du FMI et de la Banque Mondiale ont lieu deux fois par an, au printemps et en automne (*Summer meeting and Autumn meeting*). Elles sont l'occasion d'y voir tous les grands argentiers du monde, du secteur public comme du secteur privé. Ils sont venus, d'abord pour se retrouver tous en un même lieu qui est, en alternance, une année hors Washington sur deux à Washington. La dernière assemblée à l'extérieur fut Bali en 2018. La prochaine sera cette année au **Maroc**, à Rabat et Marrakech en octobre. Rappelons que seront présents : les Ministres des Finances et Gouverneurs de Banques centrales de 189 pays, des dirigeants du secteur privé, des Organisations de la Société Civile (CSO)- dont a fait partie l'auteur de ces lignes durant 10 ans de suite, comme représentant des pays francophones-. Ces derniers auront à écouter le président et autres ténors de l'Institution, se retrouver en commissions puis en séances plénières pour discuter des grands problèmes de la planète que sont les catastrophes naturelles, les épidémies, le réchauffement climatique, les déséquilibres monétaires, les récessions économiques, l'inflation, ainsi que les scandales financiers.

C'est dans ces occasions privilégiées que nous avons pu côtoyer nos ministres français des finances, tels Chirac, Giscard d'Estaing, Raymond Barre, les Arthuis, Barre, Maunoury...etc.

L'ORGANISATION



L'organisation commune à la BIRD et à l'IDA est faite de cadres appartenant aux **189** pays-membres, répartis dans des Vice-Présidences régionales et techniques, des départements opérationnels ou d'études, des responsables, soit pas moins de 25 Vice-Présidences, en 2020 ! En complément d'une structure d'organisation verticale, existent des structures horizontales qui assurent davantage de cohésion dans la réalisation des objectifs. Des Vice-présidences spécifiques veillent sur des domaines techniques importants. « Développement durable », « protection de l'environnement », ; « pauvreté » etc.

LES PRESIDENTS

Ils sont décrits dans l'Ouvrage avec d'intéressantes particularités qui ne pouvaient être connues que de l'intérieur de l'Institution. Robert Mc Namara fut le plus brillant, Wolfowitz, le plus critiquable !

Les priorités du présent président incluent les questions du climat, de la parité homme-femme, de la pandémie due au *Covid 19* et ses dramatiques conséquences sur l'économie mondiale qu'il va devoir gérer avec son collègue directeur général du Fonds Monétaire. Il va, également s'attacher à la transparence qui devrait être la règle dans les prêts aux PVD et promouvoir la culture du résultat.

LES PROJETS

Les projets sont financés par des dons ou des prêts à taux zéro avec différé d'amortissement de 10 ans. Le Groupe Banque Mondiale comprend, depuis la rentrée du dernier membre (République de Nauru-Ile du Pacifique Sud) **189 pays-membres et l'IDA, 166**. La première a, depuis sa création, financé des projets supérieurs à **433 milliards** de dollars et la seconde, à **181 milliards**.

La priorité a été, désormais, donnée à la lutte contre la pauvreté, au développement social et humain, à la gestion de l'économie, avec l'accent mis sur la gouvernance, la lutte contre la corruption et sur le renforcement des institutions.

Les Domaines concernés.

Ils le sont tous, sauf le domaine de **la défense**.

Mais, jusqu'en 1974, un autre domaine était exclu, la **Santé**, de manière surprenante. Il a fallu qu'en fin 1973, un expert français, venu de la FAO, nutritionniste et spécialiste de santé publique, réalise l'aberration de cette lacune et réussisse à convaincre le président et le vice-président en charge de l'Afrique que la santé est un élément déterminant de la croissance économique et du développement. L'auteur fut l'instrument du destin dans des circonstances inattendues. Ce fut lors d'une réunion des dix chefs d'Etats du Sahel, à Ouagadougou, le 6 septembre 1973, le vice-président me choisit pour l'accompagner à ce Sommet destiné à venir au secours des pays touchés par la terrible sécheresse de 1973. Alors que l'on discutait du financement de la Santé animale, je pus convaincre mon vice-président qu'il fallait en faire autant pour les enfants gravement atteints de malnutrition ! Le président, ayant lu mon rapport démontrant le rôle de la Santé dans l'Economie, s'adressant à son vice-président eut ce mot : « Roger, comment n'y avons pas pensé plus tôt ». Ainsi fut créée la Direction Générale de la Santé/Nutrition/Population pour ouvrir ces domaines au financement de l'Institution ; et quel investissement ! Puisque, en 46 ans, 60 milliards de dollars ont servi à lutter contre la



malnutrition, la tuberculose, la malaria, le sida et Ebola. Cette ouverture vers la santé trouve, encore plus maintenant, sa justification avec la pandémie du CoVid 19 qui a permis au Groupe Banque de financer les pays pauvres touchés par la pandémie, annonçant une enveloppe de 160 milliards de dollars.

Le FINANCEMENT

La Banque octroie des prêts, mais, aussi, des dons lorsque le financement porte sur les aspects sociaux du développement destinés aux populations pauvres : éducation, formation, santé, nutrition et population (régulation des naissances). De plus, elle éponge assez souvent les dettes des PVD lorsqu'il est évident qu'ils ne peuvent la rembourser.

La Banque a continué à financer les grands projets d'**infrastructures** (centrales électriques, barrages, autoroutes, aéroports ...) Puis la Banque s'est de plus en plus investie dans les pays en développement (PVD) pour s'orienter progressivement vers les projets sociaux d'éducation, d'assainissement, de logements sociaux, puis de la santé. Depuis 1990, avec l'ouverture des pays de l'Europe de l'Est, les pays ex-communistes ont, eux aussi, été massivement aidés en assistance financière et technique, principalement pour la privatisation des entreprises d'Etat.

Les engagements de la Banque en 2019 (BIRD et IDA) ont été de **59,5** milliards de dollars, alors qu'il n'était que de 24,7 milliards de dollars ; par la BIRD : ((\$ 12,8 Milliards pour 112 projets ; par l'IDA : \$11,9 milliards pour 189 opérations dont une moitié environ pour l'Afrique ; la SFI a financé des projets à hauteur de \$ 8,2 milliards (en constante augmentation). En outre, le Groupe Banque a produit 531 rapports économiques et 430 réalisations d'Assistance Technique.

LES OBJECTIFS

Ils ont considérablement évolué en fonction de la conjoncture du moment et en fonction des priorités des gouvernements assistés. C'est ainsi que bon nombre de pays pauvres ont préféré financer des **projets sociaux** (éducation, santé, logement social) que des projets d'infrastructure. Il y a eu, également, des orientations différentes dans chaque secteur.

Ainsi, dans le domaine de l'**Education**, on est passé de la formation universitaire des cadres au financement de l'enseignement secondaire, puis à celui de l'enseignement primaire. Même à ce niveau, l'effort principal porte maintenant sur l'éducation des filles, si peu scolarisées dans un grand nombre de pays pauvres (tel au **Madhia Pradesh** où moins de 7% des filles en âge de scolarité suivent l'enseignement primaire).

Dans le domaine de l'**Agriculture**, les projets sont d'une grande variété, allant de l'élevage, la santé animale, la production et commerce des cultures vivrières, la pêche, la foresterie, des projets de développement rural, l'installation de petits barrages et autres ouvrages de génie rural, sans oublier la vulgarisation agricole. C'est cette complexité et diversification qui pose problème pour leur taux de réussite, bien moins élevé que pour les autres secteurs.

Dans le double domaine **Santé / Nutrition (Global direction of Health)**, ce sont les pays africains, surtout ceux du Sahel, qui ont eu la priorité, en t joignant Haïti, le Bangladesh et



l'Inde. C'est dans ces pays que se trouvent de véritables déserts médicaux et où la malnutrition règne, faisant le lit des maladies infantiles mortelles dans les familles de milieu rural. Le Groupe Banque est devenue le plus grand pourvoyeur de fonds, en santé et nutrition, parmi les Organisations internationales, avec l'équivalent de 2 milliards d'investissements par an. En 2030, la Banque estime que 54% des pays les plus pauvres auront un déficit financier de 176 milliards de dollars entre ce dont ils ont besoin et ce qu'ils auront pour se couvrir par un service de santé acceptable. La Banque va, donc, augmenter ses investissements dans son nouveau département du « **Projet de capital humain** » pour mieux couvrir les besoins en Education, Protection maternelle et infantile (PMI), Nutrition, dans le cadre d'un "Primary Health Care".

Concernant le secteur **Population (power point)** secteur qui fut ajouté à la Santé et Nutrition lors de la création d'une direction générale de la Santé, il peine à se développer dans les PVD, tant il y a de résistance, à la fois, des pouvoirs publics et des chefs de familles. D'autre part les femmes sont encore trop peu éduquées pour pouvoir imposer leurs vues sur la procréation. La priorité donnée, depuis une décennie, à l'éducation des filles va dans ce sens d'une meilleure compréhension des jeunes femmes à réduire le nombre d'enfants par famille.

LES PRETS

Tous les pays-membres peuvent emprunter à la Banque, mais celle-ci n'intervient, en principe, qu'en dernier ressort. Les taux sont fonction du PNB, selon qu'ils soient ceux de la BIRD, pour les pays nantis, ou ceux consentis par l'IDA, pour les pays en voie de développement et qui sont très bas, de l'ordre de 0,75%, ne couvrant, de fait, que les frais de gestion du prêt. Nous y reviendrons avec plus de détails.

Ils ont, pour les pays assistés, l'avantage d'induire des compléments de financement de la part de partenaires financiers, ce qui confère une augmentation du volume des prêts pour les gouvernements emprunteurs. On parle, alors de co-financement. Bon nombre de pays européens, comme la Suède et la Norvège ont été des co-financiers de projets Banque Mondiale, surtout dans les projets à connotation sociale.

Voici une répartition des prêts, valable pour la BIRD de l'IDA réunis. ((power point) : Administration Publique et Gestion, la part du gâteau, avec 27% du total des prêts, suivis par les Finances 15%, puis le secteur Santé/Nutrition/ services sociaux :12% ' mais 16% pour l'Afrique) ;les Transports :12% ; l'Energie et les Mines :10% ; l'Education 10% (mais 12% pour l'Afrique) ; Commerce et Industrie : 7% ; Agriculture :6% ; Services Hygiène et Eau :3%.

LA POLITIQUE DU GROUPE BANQUE. (Voir power point)

En 1972, il y eut un grand bouleversement avec la "régionalisation" de la Banque. Celle-ci se constitua en Vice-Présidences : EMENA (Europe, Middle East, North-Africa) West-Africa, East-Africa, South-Asia, Extrême Asia and Pacific, Latin-America...

Le but recherché par les dirigeants était de spécialiser davantage les experts qui auraient à se concentrer sur une seule région. L'inconvénient fut, pour les Français, bilingues, de se voir affectés davantage en Afrique en raison de leur bilinguisme et le fait qu'ils connaissaient mieux que les autres nationaux pour y avoir déjà exercé des missions



bilatérales avec la Coopération française. Un cran de plus dans la régionalisation consista à envoyer dans les pays les moins bien gérés des représentants permanents à l'image des ambassadeurs qui sont chefs de délégation.

La plus spectaculaire et la plus inattendue des réorganisations de la Banque fut sans conteste celui qui consista à "virer" (il n'y a pas d'autres termes) les 10 000 employés de la B.M et de les recruter un à un en fonction d'un planning d'expertise, laissant sur la touche les "seniors" qui coûtaient trop chers à la Banque, pour recruter, en échange, de jeunes diplômés PhD, payés bien moins cher. Cela coûta la réputation de la Banque !

Dans mon livre, je donne des exemples de projets, par exemple, un Projet Elevage : Madagascar et un projet de développement rural au Mali.

PROJETS : Les DOMAINES-CLES DU DEVELOPPEMENT DES PVD

Ce sont : les infrastructures, l'Education, la Santé, le Développement Rural et l'Environnement. Dans chaque domaine, il y eut des changements notoires que je décris en détail dans l'Ouvrage Quelques exemples récents en Afrique. Ils sont tous financés par l'IDA.

Kenya : amélioration des transports pour 869, 05 millions de dollars

Cameroun : valorisation des investissements dans la vallée de la *Bencu* : 271 M \$

Mozambique : Amélioration de la formation des cadres du développement 104M\$

Tchad : Assistance aux Communautés hébergeant des réfugiés ; 81 M \$

Centre Afrique (RCA) programme de développement social ; don de 50 m \$.

Ukraine : 2^{ème} projet énergétique ;

Ethiopie : 2^{ème} projet d'adduction d'eau et d'assainissement ;

Jordanie : renforcement des réformes managériales ;

Pakistan : construction d'un petit barrage ;

Kyrgistan : développement communautaire ;

Nous pourrions continuer, mais l'objectif est, surtout, de montrer la diversité des projets qui sont financés par la Banque.

Le Groupe Banque se trouvant également obligée de suivre les consignes de post-confinement, a limité ses missions, à titre provisoire. Et pourtant, en **2019**, le Groupe Banque a aidé les pays-membres à hauteur de **59 milliards** de dollars US.

LE CYCLE DES PROJETS (voir le diagramme commenté)

Le déroulement des missions est une constante immuable dont voici les étapes : missions sur le terrain, de reconnaissance, de préparation, puis d'évaluation, missions suivies par la négociation et l'octroi de prêts. La mission de reconnaissance (*reconnaissance mission*) consiste à discuter avec les gouvernements sollicitant un prêt du domaine prioritaire à financer et d'en apprécier sa justification et son opportunité pour les populations bénéficiaires. Suit une mission de préparation (*preparation mission*) qui, comme il a été dit auparavant, est effectuée par un effectif d'une organisation partenaire (i.e UNESCO pour un projet Education).

Vient alors la mission la plus importante, uniquement composée d'experts de la Banque et de consultants choisis par elle qui est la mission d'évaluation (*appraisal mission*).



Pourquoi est-elle si importante ? C'est parce qu'elle évalue le montant du projet avec le montant de chaque composante et détermine, aussi, le timing et les préconditions du projet. De telles missions intègrent, en général, deux spécialistes sectoriels, un économiste, un financier et un architecte, soit, en moyenne 6 à 7 membres. Enfin, une fois le rapport rédigé (une centaine de pages avec beaucoup de chiffres), les ministres du pays concerné viennent à Washington pour discuter tous les aspects du projet, en accepter les conditions et signer le prêt qui sera garanti par la Cour Suprême du pays emprunteur.

EVALUATION des PROJETS.

Un groupe d'évaluation indépendant forme, au sein de la Banque, un département d'évaluation des opérations (**OED**) qui juge l'impact et la réussite des projets de la Banque, afin de faire des propositions tendant à améliorer leur efficacité.

AUTRES ACTIVITES DU GROUPE BANQUE.

Les Conseils

Ils s'exercent de plusieurs manières par un pool des meilleurs économistes et des spécialistes, dont le recrutement est le résultat d'une extrême compétition par le fait que, pour un seul poste, 189 pays-membres peuvent y postuler. Ces experts se trouvent répartis dans tous les domaines de compétence. Ce sont d'abord les missions de l'EDI « *Economic Development Institute (EDI)* », renommé, en 1995, « *the World Development Institute (WDI)* » qui, via des séminaires et tables rondes, vont discuter avec les représentants nationaux de quelle assistance financière et technique dont ils peuvent avoir besoin.

La Banque considère cet aspect technique des projets, aussi importante que celui de leur aspect financier.

La Corruption.

Sa surveillance est particulièrement vigilante dans la passation des marchés internationaux où des sommes considérables (des centaines de millions) sont en jeu.

Or, on peut constater (sur la présentation en *power point*) que les Etats-Unis, tout comme la France, sont mal classés !!!

L'Environnement.

Il y a un certain temps que l'Organisation pensait à s'impliquer dans les questions environnementales, puisque déjà, en 1985, elle m'avait envoyé à Helsinki où un colloque avait été organisé sur la protection des baleines, vu le danger que représentait la pêche effrénée à ces cétacés par les Japonais et Coréens, au point d'inquiéter la Communauté internationale sur leur survie.

Ce souci de protection de la biodiversité s'est étendu aux animaux sauvages d'Afrique, victimes de braconnage international à destination de l'Asie, en raison de la demande d'ivoire et d'organes d'animaux prônés par la médecine chinoise, tels que les cornes de rhinocéros ou les testicules de félins, ou, encore, les écailles de pangolins.

Il existe aussi une autre forme de braconnage tout autant dommageable car il est fait par les populations locales qui s'alimentent en viande de brousse, très prisée. Or la disparition de cette faune nuit au Tourisme, dont celui des safaris, qui génère une part assez



importante des devises étrangères. Il était, donc, normal que des projets de protection de la biodiversité voient le jour. Ce souhait de préservation de la nature s'est, aussi, traduit par la lutte contre les pollutions marines et terrestres. Des parcs nationaux ont été financés qui pouvaient inclure des aires marines, comme un projet auquel j'ai participé en Afrique du Sud, sur la côte Est et destiné à la protection d'un parc animalier prolongé par une réserve marine. D'autre part, a été créé un **Fonds Mondial de l'Environnement (FEM)**, avec le concours des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) et dont la Banque a reçu la responsabilité pour sa gestion. Il s'agit de coordonner toutes les actions des Agences bilatérales impliquées dans la protection de l'environnement et de la biodiversité.

Le microcrédit.

Il consiste en l'attribution de prêts de faibles montants à des petits entrepreneurs ou commerçants qui ne peuvent accéder aux prêts bancaires classiques. C'est en 2005 qu'à l'instar de *Muhammad Yunus*, prix Nobel de la Paix pour avoir innové dans ce domaine, à la tête de la *Grammeen Bank*, la Banque s'est lancée dans le microcrédit, principalement pour aider les femmes des PVD à développer leur petit commerce. Dans le même temps, les Nations-Unies décrétaient l'année 2005, année du microcrédit. Dans son rapport, la Banque Mondiale a inscrit que plus de 10 000 institutions de microcrédit avaient été recensées dans 85 pays, impliquant 30 millions de personnes, principalement des femmes. Ceci allait dans le sens de l'aide locale contre la faim et la pauvreté. Ces petits prêts ont permis de développer les petits commerces alimentaires, les adductions d'eau ou, encore, l'accès aux services de santé et de planification familiale.

La Recherche Agronomique

Elle est connue sous le sigle **CGIAR** : Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale dont l'administration a été confiée à la BM par cette Association de 62 membres, la France y participant via l'INRA et l'Université de Montpellier. Ce ne sont pas moins de 12 Centres Internationaux spécialisés, répartis à travers le monde. **Les Domaines du Millénaire et ses objectifs**

Bien qu'institués au début du siècle comme buts à rechercher, ces objectifs sont toujours la feuille de route de la Banque et du FMI et celle des Nations-Unies. Les voici résumés :

- Eradiquer l'extrême pauvreté et la Faim ;
- Réaliser l'enseignement primaire universel ;
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes ;
- réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle ;
- Lutter contre le VIH/Sida, le paludisme et autres maladies ;
- Assurer la viabilité de l'environnement ;
- Etablir un partenariat mondial pour le développement.

La BM était bien outillée pour contribuer à ses objectifs. Mais il faut reconnaître que les résultats ont été très inégaux. Ainsi, en Education et en Santé, la réussite n'a pas été suffisante, malgré le financement des infrastructures dans ces domaines.

L'INSTITUT DE LA BANQUE MONDIALE (IBM)/ The World Bank Institute (WBI)



C'est l'un des principaux instruments de la BM, servant à développer la capacité institutionnelle et organisationnelle, via des échanges de communications avec les Pays-Membres. Elle crée des opportunités pour ces pays d'acquérir des connaissances et des expériences en management, économie et finances à de nombreux décideurs, hauts fonctionnaires, experts techniques, parlementaires, leaders scientifiques.

L'Institut, par la formation, donne son avis sur la politique menée par la Banque, crée des réseaux de connaissances liées au développement social et économique international. Il s'agit donc de formations pour les leaders des pays (jusqu'à 40 000 par an) mais, aussi, pour le personnel de la Banque, soit une bonne partie de ses 10 000 fonctionnaires.

Cet Institut, l'Institut du Développement Economique, ou **EDI** (Economic Development Institute) a été le fleuron de la BM. L'auteur y a passé les plus belles années de sa carrière professionnelle, en réalisant 30 Séminaires internationaux successivement à : Paris, Milan, Budapest, Buenos-Aires, Harare, Arusha, Abidjan, Nairobi, l'île Maurice, Jogjakarta, Manille et les plus belles villes de Chine. Cela permet d'y attirer de nombreux ministres, heureux de découvrir de nouveaux horizons. Le but était d'essayer de créer, entre les participants de plusieurs pays, des relations pouvant conduire à une meilleure connaissance des problèmes communs à la région concernée et trouver ensemble des solutions à ces problèmes. (Voir l'exemple de séminaires en Chine)

RELATIONS AVEC LES PAYS-MEMBRES : La DETTE et l'AJUSTEMENT STRUCTUREL

-LA DETTE

Elle concerne à la fois le FMI et la Banque Mondiale. Pour cette dernière, **l'Initiative de Remise de la Dette** aux pays pauvres fortement endettés, connue sous le sigle anglais (**HIPC**) est une approche de l'Institution qui a valu à un nombre croissant de pays (plus de 56 pays) d'obtenir une remise de dette se montant à plus de 68 milliards de dollars. La majorité des pays bénéficiaires sont des pays africains dont la majorité de pays francophones, incluant Haïti pour les Caraïbes. On a pu, à juste titre, écrire que, actuellement, l'Afrique est dans le piège de la dette.

Le Groupe Banque a toujours maintenu un contact avec deux Clubs bien connus qui sont 1/le **Club de Paris**, groupe de créanciers officiels, surtout issus des pays industrialisés, en quête de solutions pour les pays les plus endettés, en difficulté de paiement de leur dette. 2/ Le **Club de Londres**, organisation informelle des créanciers commerciaux. Il faudra bien trouver une réponse pérenne à l'aspect cyclique du surendettement des pays pauvres

-L'AJUSTEMENT STRUCTUREL.

Il n'est pas possible d'en parler faute de temps. Il convient de se reporter au livre. L'erreur qui a été commise a été de ne pas avoir accompagné ces réformes de "filets de sécurité", capables d'atténuer les inconvénients pour la population pauvre. Cela a été pratiqué, mais trop tardivement.

LA COOPERATION INTERNATIONALE DU GROUPE BANQUE.

C'est un aspect remarqué de l'Institution. Nous développons les coopérations suivantes :



-LA BANQUE ET L'ONU. Et la **Coopération avec les Organisations internationales spécialisées** l'OMS, l'UNESCO, la FAO, , l'OIE/ OMSA.)

(UN BEL EXEMPLE DE COOPERATION INTERNATIONALE : LE PROJET ONCHOCERCOSE OU CECITE DES RIVIERES)

Après que le Département Santé/Nutrition/Population eut été créé, suite à mon intervention auprès du président, je proposai au Vice-Président responsable de l'Afrique (un autre Français, Roger Chaufournier) d'aider le Sahel à se débarrasser d'un terrible fléau qui rendait aveugle une partie de la population sahélienne et que l'on nomma « lutte contre l'Onchocercose ou Cécité des Rivières », « en anglais : « **Onchocerciasis Control Program (OCP)** ». Ce fut le premier projet de Santé qui couvrait les 9 pays de la zone pour laquelle nous avons des projets de lutte contre la sécheresse. Mais qu'est-ce que l'Onchocercose ? C'est une cécité due à l'inoculation d'un pathogène appelé "*oncocerca volvulus* " qui se loge dans les vaisseaux oculaires des humains et les rend aveugles. Ce tréponème est introduit dans l'organisme humain par la pique d'une petite mouche noire appelée "*simuli damnosum*". Elle pond des œufs par millions dans les eaux des rivières. Le but de l'opération consistait à couper le cycle de reproduction de cette mouche en pulvérisant un insecticide qui allait détruire ses larves. La difficulté est qu'il fallait le faire sur une bonne partie des rivières qui totalisaient 5000 Kilomètres de longueur et qu'il fallait, sans cesse, pulvériser un insecticide par avion ou hélicoptère. Au début la Banque fit appel à l'OMS, à la FAO et au PNUD. Après des années de pulvérisation d'insecticides, un produit vétérinaire, un antiparasitaire pour le cheval, l'*ivermectine*, fut découvert par le patron du laboratoire "*Merk Sharp and Dôme*" qui fut donné en pilule aux malades et qui se révéla efficace. Il fallut une vingtaine d'années pour que cette affreuse maladie soit éradiquée dans l'Afrique de l'Ouest. Ceci donna à la Banque un immense succès et un encouragement pour faire de même pour l'Afrique de l'Est. (Voir cycle de la maladie en annexes.

Pour commémorer cette victoire sur ce fléau, une statue en bronze a été placée dans l'atrium de la BM montrant un enfant tirant un adulte aveugle et placée sur un socle où sont listés les contributeurs au projet. (Voir en annexe). Le résultat officiel donné par la BM a fait état de 40 millions d'humains protégés désormais de la cécité, de 20 millions d'enfant maintenant contrôlés et 25 millions d'hectares de terres, enfin, re-cultivées par les paysans guéris !

-COOPERATION AVEC LA FRANCE.

Elle se fait essentiellement, mais pas exclusivement, avec l'Agence Française de Développement (AFD). La coopération avec la France a toujours été fructueuse. Ce fut, d'abord avec le Ministère de la Coopération, ensuite avec le ministère des Affaires Etrangères.

-COOPERATION AVEC L'AFRIQUE.

Voici un continent qui tient une grande place dans les relations de la BM avec lui. La raison découle de la vocation de la Banque d'œuvrer pour la lutte contre la pauvreté.



C'est, de plus, un véritable "challenge" pour l'Institution qui voudrait pouvoir réussir à faire reculer la pauvreté et amorcer la croissance économique, malgré tous les handicaps appartenant à l'Afrique. Parmi les facteurs limitants, on peut citer :

- L'instabilité politique et administrative, avec d'assez nombreux conflits ethniques ;
- Une médiocre gouvernance qui facilite la non-transparence et la corruption ;
- La grande faiblesse des Institutions étatiques et la formation insuffisante des cadres ;
- L'incapacité flagrante de maîtriser sa natalité qui bouscule tous les plans économiques ;
- L'insuffisance de ses infrastructures et, en conséquence, l'urbanisation accélérée ;
- la place insuffisante des femmes dans l'économie et le développement ;
- Un environnement et une climatologie défavorables, avec de dramatiques sécheresses.

Ce fut le rôle de l'Institut Economique de la BM de former des centaines de Russes à Washington.

-COOPERATION AVEC LA CHINE.

La Banque a envoyé l'auteur six fois en Chine pour, chaque fois, former des cadres de la Banque Agricole de Chine des différentes régions du pays. Un livre ne suffirait pas à décrire une telle série de missions !

-COOPERATION AVEC LA SOCIETE CIVILE. L'OSC/CSO.

L'originalité de ce concept est que cette coopération est, à la fois, dans la Banque puisqu'il existe un service spécial, et en dehors, avec la venue de représentants de cette Société Civile de 189 pays, lors de l'Assemblée générale conjointe du FMI et de la BM. Les deux Organisations-sœurs, pour être sûres que les bénéficiaires des projets soient bien identifiés, ont eu la brillante idée de convier des représentants des **Organisations de la Société Civile (CSO)**, par suite de leur émergence comme acteur clé du développement. On estime que la Banque canalise vers les CSO environ un milliard de dollars par an (5% du portefeuille de la Banque) de financement géré par les pays assistés. Pour y avoir représenté les pays francophones pendant dix ans, il m'a été agréable de continuer à aider les pays pauvres jusqu'à maintenant

-COOPERATION AVEC LES ONG.

C'est vers la fin des années 80, que, progressivement, la Banque a tenu à donner la chance à des ONG de participer à l'exécution des projets, en accord avec les responsables gouvernementaux qui n'avaient pas assez de personnel, en nombre et en compétence, pour mettre en place les différentes composantes des projets.

LES DEBATS INTERNES.

Cet aspect n'est pas connu de l'extérieur. Or, ils ont joué un rôle important dans l'évolution de la Banque Mondiale et, par voie de conséquence sur le monde. Nous en donnons des exemples dans le livre

TRANSPARENCE et PUBLICATIONS



La Banque pratique ce qu'elle prône auprès de ses membres, à savoir une plus grande transparence dans ses actions. Ainsi, davantage de rapports de la Banque sont portés à la connaissance du public. Les principaux d'entre eux sont : *le rapport sur le Développement dans le Monde, les rapports annuels, les World Development Indicators* », *les Etudes Economiques par pays, reports data ; global indicators ; impact evolution, policy research papers, banking sector performance, etc.....* l'ensemble portant sur **189** Pays-membres.

Le *World Development Report* est un rapport annuel publié par la Banque. C'est une publication clé de la Banque sur la réflexion autour du développement.

Actuellement, la Banque, tout comme le FMI, réfléchit sur ses **nouveaux objectifs**, compte tenu de l'évolution mondiale. Tout un programme !!! Ceci est, maintenant disponible via des sites sur internet, de sorte que tout un chacun peut voir, en instantané, tous les projets financés par le Groupe Banque dans le monde.

LES GRANDS DEFIS POUR LA B.M, le FMI et l'ONU

Les cinq principaux défis de long terme sont : la surpopulation avec les migrations induites, les inégalités mondiales entre pays et humains, la dégradation progressive de notre environnement et celle du climat dont le réchauffement est le plus tangible. Deux autres défis sont aussi violents qu'inattendus. Ce sont : les épidémies et les conflits qui surviennent brusquement entre pays ou à l'intérieur d'un même pays, souvent à caractère ethnique ou politique. Voyons de quoi il s'agit :

1/LA SURPOPULATION ET LES MIGRATIONS.

Il me fut demandé de faire des exposés sur ce sujet, tant à l'Académie des Sciences d'Outre-mer, devant mes confrères, qu'à la Société d'Encouragement pour L'Industrie Nationale, pour mes collègues. Je renvoie à la table ronde qu'il me fut agréable d'organiser à l'Académie, le 1er avril 2016.

2/LES INEGALITES

Elles se traduisent, au niveau mondial, par un classement en pays riches, pays pauvres et pays émergents, entraînant une classification par PNB et PNB per capita (annexes). Au niveau de la société, on a, selon le pouvoir d'achat, la catégorie des nantis et celle des pauvres, voire des très pauvres dont le revenu est au-dessous du seuil de pauvreté de **1,90 dollar par jour**. C'est là qu'intervient la Banque en priorité pour éviter la malnutrition, la faim et la maladie.

Les inégalités se trouvent dans tous les domaines : en agriculture, il existe des paysans sans terre, des différences de production importante entre ceux qui ont des terres arides et ceux qui ont des périmètres irrigués. Seulement 7% des terres arables ont la maîtrise de l'eau, ce qui implique que 93% en sont dépourvue. Pour l'eau potable, environ 1 milliard de personnes n'y ont pas encore accès.



De même, beaucoup de femmes ne peuvent obtenir de microcrédit, ni s'impliquer dans les projets de développement. En Santé, toutes les régions n'ont pas de couverture sanitaire, par manque de services de santé de base.

En ce qui concerne les grandes différences qui existent entre les classes riches et les classes pauvres, la Banque Mondiale le sait d'autant mieux qu'elle a, par son statut, accès à toutes les archives et dossiers détenus par les ministères des Finances des Pays-Membres. Les écarts sont sidérants.

3/LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT.

C'est, d'abord, la pollution des éléments que sont la terre, l'air et l'eau. Nous avons déjà esquissé ce problème dans un ouvrage publié tout récemment, par l'auteur, via *Amazon* intitulé : « **Quel Monde Fascinant !** » ; **Tome II: la Géopolitique.**

C'est, aussi, la destruction de la biodiversité et l'apparition des méfaits du réchauffement climatique que sont les sécheresses ou les inondations et les montées du niveau de la mer. Le **GIEC** (Groupe Intergouvernemental pour l'Etude du Climat), où j'ai représenté la BM à l'UNESCO pour la première réunion a déjà prévenu à plusieurs reprises que ces phénomènes naturels que sont les sécheresses et les inondations vont s'accroître en intensité et en nombre, si l'on ne prend pas ces avertissements au sérieux. Si l'eau vient à se raréfier, cela veut dire que les productions agricoles vont baisser en rendement, entraînant, alors, des disettes et des crises alimentaires, alors qu'il faut, au contraire, l'accroître pour nourrir une population toujours grandissante dans les PVD.

La pollution des eaux est, pour les années à venir, un problème majeur, tant en ce qui concerne les eaux douces que les eaux de mer qui hébergent une source considérable de protéines avec les poissons et les crustacés. L'on sait que les poissons et tous les animaux marins absorbent de plus en plus de produits toxiques rejetés en mer par les humains (plastiques) ou par leurs moyens de transport (bateaux), avec le dégazage, voire le rejet de pétrole en cas de naufrage. D'un autre côté la surpêche est anormalement plus rémunérée que la pêche durable.

La pollution du sol est le fait d'engrais et pesticides utilisés en abondance, autant dans les pays peu développés que dans les pays riches. Un pays comme l'Inde en est un exemple d'autant plus flagrant que sa population agricole et rurale est considérable. La morbidité et la mortalité y sont particulièrement élevées.

Une autre source de pollution est l'accumulation des déchets urbains. Les volumes augmentent avec l'accroissement de richesses, mais les services de collecte et les usines de traitement des eaux usées ne suivent pas la cadence. Avec ces déchets, ajoutons les pertes alimentaires qui sont grandes : 20% pour les produits carnés ; 30% pour les céréales et jusqu'à 50% pour les produits lactés. Tout ceci contribue par le volume et l'odeur à une pollution urbaine, dont les projets d'assainissement et d'hygiène sanitaire de la Banque doivent tenir compte, d'autant que la pollution des villes a un impact sur la mortalité urbaine. Cette croissance démographique est, en très grande partie, responsable de la déforestation, privant les forêts de réguler le CO₂, responsable du réchauffement climatique ; responsable, en outre,



de l'augmentation des besoins en énergie fossile. En quelque sorte, l'homme est sa propre victime !

Pour relever ce défi environnemental, un large financement mondial est primordial et indispensable. Le Groupe Banque va devoir accepter d'apporter son concours financier au développement des projets suivants :

- développer l'information et la recherche scientifique via son Institut ;
- reboiser les forêts et protéger celles qui sont les "poumons" de la planète ;
- développer les énergies renouvelables et les substituer aux énergies fossiles ;
- financer une sanctuarisation plus grande de zones terrestres et maritimes ;
- adopter des politiques communes avec d'autres sources de financement.

Je souhaiterais que soit ajouté : la défense de la **biodiversité**, car celle-ci est en grand danger, en grande partie à cause de l'homme qui "viole" les espaces des animaux en liberté. D'après le W W F (*World Wildlife Funds*), 68% des espèces de vertébrés auraient disparu en 50 ans et, en 40 ans, 60% des espèces d'oiseaux n'existeraient plus, dont nos moineaux si familiers.

Ce qui se passe au Brésil et dont j'ai été témoin est inadmissible et grandement dommageable à la fois pour la destruction des forêts et de ses hôtes. Tout spécialement dans le Pantanal .

Rappelons que la destruction actuelle de l'environnement est évaluée à environ 500 milliards de dollars. Plus on attend, plus la facture sera élevée !

4/LES EPIDEMIES.

Ce fut une surprise qui a marqué le monde, avec le Sida, puis Ebola, enfin la *Covid 19*, et elle n'est pas finie ! De telles épidémies vont apparaître régulièrement dans les années à venir, à cause des humains qui ne cessent d'envahir le territoire et le biotope des animaux sauvages qui sont porteurs de pathogènes, dont les coronavirus. Or, ce sont eux qui, à plus de 60%, sont à l'origine de la transmission des virus et autres pathogènes. Cette contamination de l'homme d'origine animale est bien connue des spécialistes, notamment des Vétérinaires qui constatent que, souvent, ces animaux ne contractent pas la maladie mais sont des porteurs de pathogènes redoutables.

Devant la quasi-certitude de cette éventualité à court terme, le Groupe BM a constitué une réserve d'urgence de centaines de millions de dollars qui seraient immédiatement mobilisables en cas de déclaration de foyers épidémiques, quelle que soit la zone d'infection dans le monde. Lutter contre les épidémies est un moyen de préserver l'économie et la croissance des pays, surtout ceux qui sont pauvres.

5/LES CONFLITS intra ou inter-pays.

Ils empêchent nos missions de réaliser des projets ou d'en assurer le suivi, en ne permettant pas de se rendre dans les zones de conflits. Ce sont, pour la plupart, des conflits inter-ethniques, ou, encore, des différents concernant les frontières, ou les rétentions d'eau par la construction de barrages. En outre, ils sont, souvent, des facteurs de destruction qui obligeront, plus tard, à une reconstruction de sites ou de bâtiments. Il y a, malheureusement,



de nombreux exemples : tels ; la Syrie, l'Irak, le Yémen et le Liban, pour ne citer que le Moyen-Orient

6/ Les **REPONSES** à **13 questions généralement posées** sont **données dans l'Ouvrage traité**.

Sont résumées ici les questions et réponses les plus fréquentes, enregistrées dans les conférences nationales et internationales données par l'auteur à travers le monde.

CONCLUSION.

Le Groupe Banque Mondiale constitue, pour ses pays-membres, une source importante d'assistance dans tous les domaines du développement. En effet, elle dispose de 5 filiales internationales, un "staff" important, recruté parmi les meilleurs experts dans tous les domaines et issus de 189 pays, aux sensibilités complémentaires. Elle a, à sa disposition, un « trésor de guerre » permettant de financer le développement international à hauteur de 60 milliards de dollars par an ; une faculté de se renouveler en permanence en fonction de l'évolution du monde, avec sa place de choix aux réunions du G7, du G 20 et du G 77. Donc, elle est, comme le FMI, l'une des Institutions mondiales les plus à même d'apporter une réponse aux grands défis de notre temps, à l'échelle de la planète.

: Gardiennes du Temple ou Gendarmes du monde ?

Il faut convenir que les deux Institutions de Bretton Woods ont bien été chargées par les Fondateurs de mettre et garder une orthodoxie économique et financière qui assure un ordre et un équilibre nécessaire à la bonne gouvernance du monde. Sans elles, comment auraient été l'économie et la finance sur le plan mondial, avec les grands chocs pétroliers et les crises des "subprimes", s'il n'avait eu ces deux Institutions qui ont aidé bien des pays à se remettre sur pied.

De ce fait, le Fonds a une propension à être un gendarme pour la quasi-totalité des pays du monde, dont les plus vulnérables ; mais cela paraît utile pour éviter tout désordre mondial dont la propension est de plus en plus grande. Certaines perturbations financières d'un seul pays important sont susceptibles d'avoir des répercussions mondiales immédiates. Il est, donc, bon qu'il y ait une Autorité respectable et très respectée pour veiller au maintien d'un bon ordre mondial en matière de finances.

Pour le **Groupe Banque Mondiale**, il en est tout autre depuis que l'Institution s'est définitivement tournée, principalement, vers la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Néanmoins, elle ne saurait être laxiste principalement au regard de la corruption qui est toujours un fléau mondial ; donc, gendarme pour la corruption, sans aucun doute.

Toutefois, sa position neutre est sûrement plus équilibrée, vis-à-vis des pays, qu'ils soient développés ou pauvres, comparée à l'**Institut Asiatique de Développement**, piloté par la Chine qui a voulu avoir une nouvelle banque mondiale, sous sa coupe. La transparence de plus en plus grande des deux sœurs jumelles de Bretton Woods va dans le sens d'une meilleure acceptabilité par la Communauté internationale sur leurs rôles respectifs dans le monde.



Cette Institution, par le volume important d'aide, est néanmoins respectable. Rappelons qu'elle exécute une politique voulue par les représentants des 189 pays, via leurs ministres des finances, puis par le Conseil d'Administration.

A titre personnel, quel honneur d'avoir servi son pays, son ministère, sa profession, beaucoup d'Organisations Internationales et aidé l'humanité souffrante dans la carrière internationale que le destin m'a offert—dans 186 pays visités et assistés, ayant permis, comme grand témoin de la misère du monde, de contribuer à aider les plus démunis, me souvenant—des enfants de Manille, vivant sur des déchetteries, des enfants colombiens, couchant dans les arbres, des familles de Rio entassées dans des *favelas* insalubres, des pauvres de Lima dans leurs *barriadas*, ou encore les familles haïtiennes, sans nourriture et sans toit. et, plus dramatique encore du spectre, insoutenable, d'un enfant décharné, sur le point de mourir en plein désert, là où des vautours attendaient la fin proche de ce malheureux enfant!!!

PROJECTIONS en power-point

D'où la Banque tient- t-elle ses FONDS ? Me demanderez-vous en premier lieu !

Comme cette question m'est toujours posée, je préfère y répondre dès maintenant. En premier lieu, il a été décidé, lors de sa création, que tous les Etats-Membres contribueraient en fonction de leur richesse, en prenant leur PNB comme référence. Cela va donc des grands contributeurs que constituent les pays les plus riches, les Etats-Unis en tête, jusqu'aux pays les plus pauvres qui ont une contribution quasi symbolique avec des "zéro, virgule 2 ou 3 ! Ainsi, les pays les moins avancés reçoivent-ils beaucoup plus, via des prêts ou dons, que ce qu'ils offrent en contribution, permettant ainsi de réduire les inégalités existantes. En second lieu, les montants des projets ne sont octroyés aux pays qu'en fonction de leur avancement, de sorte que des sommes importantes non encore déboursées sont placées pour générer des intérêts financiers. Enfin, tout emprunt est avantageux, car tous les créanciers souhaitent contribuer aux emprunts de la Banque qui jouit d'une qualité financière exceptionnelle(AAA). Grâce à ses trois moyens de financement, la Banque réalise un gain annuel qui dépasse le milliard de dollars, malgré le fait qu'elle ne prête, via l'IDA, qu'au très faible taux de 0,75%, avec un différé d'amortissement de 5à10 ans, donnant au pays emprunteur le temps de générer des bénéfices grâce aux projets. Ce qui est surprenant est que, malgré les facteurs limitants que sont ses libéralités, le Groupe Banque fasse annuellement, plus d'un milliard de dollars de bénéfice, signe d'une bonne gestion.

Grâce à ses Fonds, le Groupe Banque Mondiale est beaucoup moins vulnérable que l'Organisation des Nations-Unies où 38 Etats-membres n'ont pas réglé leur contribution en 2019, pour un prétexte ou pour un autre, avec un risque pour les 37000 employés de ne pas être payés. Le Brésil et les Etats-Unis (de *Trump*) sont de mauvais payeurs ! Il est vrai que, en outre, les nouvelles missions de conciliation au Yemen, en Syrie et au Liban contribuent à mettre à mal les finances de l'ONU. Rappelons que les Etats-Unis ont, par moments, arrêtés leur contribution à l'UNESCO et à l'Office Mondial de la Santé !



1/ Quelle est la légitimité de la Banque dans la lutte contre la corruption et la mise en place de la bonne gouvernance ?

La Banque a fait adopter ce programme par l'Assemblée Générale des 189 Pays-Membres, représentés par leurs gouverneurs respectifs. Un département *ad-hoc* a été créé, le *Département of Intellectual Integrity* (INT) qui effectue des recherches sur les fraudes suspectées dans les seuls projets financés par la Banque. Un système de gestion des sanctions a été établi. Le Département, à ce jour, a traité 3000 cas de fraudes et exclu 340 entreprises des appels d'offre. Elles sont désormais fichées sur un site *web*. Une classification « d'intégrité » donne, comme les pays les plus vertueux, les pays nordiques de l'Europe ; les derniers, dans la liste, sont Haïti, la Birmanie et la Somalie. La France est 19^{ème} et les USA 20^{ème}, rangs peu brillants !

De nombreux séminaires internationaux sont organisés, par la Banque, sur le thème de la bonne gouvernance.

2/ Que fait-on pour lutter contre la pauvreté et "quid" des énergies renouvelables ?

La lutte contre la pauvreté est toujours le principal objectif de la Banque Mondiale ; celle-ci demande, via sa vice-présidence en charge de cet objectif, que tous les projets montrent en quoi ils concourent à ce but, ce qui en fait un chapitre spécial dans tous les rapports soumis aux administrateurs pour approbation. On peut aisément comprendre que la pauvreté va de pair avec l'analphabétisation, la maladie, l'absence d'eau potable, l'absence d'infrastructure et de logements convenables etc... et que, par conséquent, tous les projets qui améliorent ces secteurs améliorent également la situation des populations pauvres puisque ce sont elles que les projets cherchent à atteindre. Il est réconfortant de dire que maintenant la grande pauvreté a diminué d'environ 20%, par rapport aux années 90, quoique, ce chiffre s'est abaissé d'environ 10%, avec la récente pandémie qui a davantage touché les pays les plus pauvres.

Quant aux énergies renouvelables, elles ont leur place dans les projets spécifiques : énergie éolienne, énergie solaire avec construction de panneaux voltaïques, énergie hydroélectrique avec construction de barrages (en diminution à cause de l'opposition villageoise de proximité). Ce sont, en priorité, les pays importateurs de pétrole qui sont assistés. Ce programme fait partie des études réalisées par les spécialistes de la Banque sur les énergies renouvelables et sur l'environnement. Un département y est consacré.

Il faut dire, cependant, que tous les projets d'énergie fossile, de barrages, ne sont pas totalement abandonnés. Ainsi, fut financé l'un des plus grands barrages du monde : celui des "trois gorges" en Chine, chantier titanesque qui a nécessité plusieurs années pour sa construction, mais signaler, aussi, le déplacement de villageois parce que leurs villages allaient être engloutis par les eaux. De son côté, la SFI a commencé un projet d'une centrale à charbon, en Inde, près de *Mundra*, mais, il est, pour le moment, arrêté devant les plaintes des populations voisines.



3/ Quelle est la nature des conditionnalités des prêts de la Banque Mondiale et leurs remboursements?

Les conditionnalités attachées à l'octroi des prêts se justifient par le souci de la réussite des projets qui supposent que tout soit au point avant leur démarrage ; par exemple, que le chef du projet ait été nommé au préalable ; qu'une contrepartie de budget local soit placée sur un compte spécial, puisqu'une partie des dépenses du projet sera financée en monnaie locale (ainsi, les salaires). Ces conditionnalités ont été nombreuses avant les années 1980 ; elles ont diminué par la suite car leur mise en pratique a entraîné beaucoup de retard dans la mise en route des projets, entraînant une augmentation des coûts.

En ce qui concerne le remboursement de ces prêts, il a toujours été correctement exécuté par les pays emprunteurs, car, s'il y avait eu défaillance sur un prêt, tous les autres prêts consentis au même pays auraient été stoppés d'office. Or, il n'est pas rare que la dizaine de projets par pays totalise le milliard de dollars. Il en est de même pour le bon déroulement des appels d'offre et de la mise en concurrence. Aucun pays n'a intérêt à tenter de contourner les règles établies sous peine de sanction. Sinon, c'est le gel de tous les projets financés par la Banque.

J'en ai, pour preuve, ma propre expérience dans un pays d'Afrique du Nord, dont on m'avait donné la responsabilité. J'avais noté qu'à chacun de mes passages, le ministre chargé du projet industriel que nous financions, disparaissait dans le Sud du pays pour ne pas avoir à rendre compte de sa mauvaise gestion. Le ministre fut informé de la sanction qui en suivrait s'il n'était présent lors de la prochaine mission de suivi du projet. Ce qui arriva fut le retrait de 200 millions de dollars qui n'alla pas au développement du pays, avec la demande de changement du ministre, acceptée par le gouvernement. Il faut mentionner que les remboursements sont échelonnés sur 40 ans environ et ne commencent que 5 à 10 ans après le commencement de chaque projet.

Il est bon de rappeler que, pour qu'un prêt soit consenti à un pays, c'est la Cour Suprême du pays emprunteur qui le valide, ce qui met le prêteur à l'abri de tout changement de gouvernement.

4/ le passage de l'aide à la croissance à la lutte contre la pauvreté, par suite du changement des objectifs de la Banque, comment s'est-il opéré ?

Cela a entraîné une réorganisation des méthodes et du recrutement des experts, avec l'implication plus grande des expertises des autres organisations onusiennes, à l'exemple de la FAO dans les programmes de développement rural. Celui qui a l'honneur de répondre à ces questions a été 9 ans à la FAO avant d'entrer à la Banque Mondiale et à toujours entretenu des rapports avec les 2 Organisations en passant systématiquement par Rome pour informer les anciens collègues des projets financés par la Banque.

La plupart des projets agricoles évalués par la Banque étaient au préalable préparés par les experts de la FAO, lesquels appartenaient à une Division du Développement financés à 75% par la Banque Mondiale. En outre, un certain nombre d'experts de la FAO ont été recrutés par la Banque. Il y a donc toujours eu une bonne coopération entre ces deux



Organisations, comme cela a, aussi, été le cas pour les projets éducation, avec l'UNESCO où la Banque finançait également une division dont elle utilisait les experts.

Pour répondre à la question chronologique de l'évolution de la Banque du « *hardware* » vers le « *software* », c'est à partir de la fin des années 70 que la Banque, sur la pression de ses pays-membres, s'est orientée progressivement vers les secteurs sociaux et moins sur les infrastructures, ceci dans le but d'aider les pays les plus pauvres qui avaient besoin de davantage d'éducation, de santé, d'agriculture vivrière et d'assainissement que de grandes infrastructures.

5/ Y a-t-il des débats internes sur la décision de financer tel ou tel projet ?

On en a déjà parlé en termes généraux. La Banque n'est pas aussi monolithique qu'on peut le penser. Comme cela a déjà été signalé, il y a beaucoup de débats internes et souvent passionnés entre les « *young professionals* » débarquant de leurs Universités avec des PhD, et les « *Seniors* » qui ont acquis une meilleure connaissance du terrain. De plus, il y a longtemps eu une approche anglo-saxonne/israélienne différente de l'approche des Francophones sur certains sujets comme la vulgarisation agricole. La première voulait tout réglementer, tout codifier, alors que la seconde souhaitait privilégier le dialogue et faire des programmes à la carte pour tenir compte des souhaits des paysans.

Il en a été de même pour la suppression des subventions prônées par les premiers contre une assistance ciblée demandée par les seconds. Cela s'est traduit dans un certain nombre de projets de développement rural où le pragmatisme a fini par l'emporter. Fort heureusement pour l'Afrique francophone, beaucoup de nos compatriotes ont été affectés dans cette région, évitant ainsi la barrière de la langue et de la culture que j'ai pu constater maintes fois, apprenant de mes interlocuteurs ministres qu'ils n'étaient pas très à l'aise lorsque l'expert était anglo-saxon. Telle fut la réflexion d'un ministre algérien qui me parla de mon prédécesseur, un Irlandais, qui ne prenait pas les habitudes d'usage de parler de bien des choses avant d'en venir au projet qui concernait les deux interlocuteurs.

Certaines critiques extérieures sont prises en compte par certains membres du personnel. Un exemple tout récent concerne le financement de la construction d'un barrage au Liban qui ne semble pas justifié, ne serait-ce que parce qu'il favoriserait un groupe confessionnel en particulier ! Il est donc arrêté pour le moment, afin de mener de nouvelles enquêtes.

6/ Y a-t-il une solidarité entre les anciens de la Banque. Qu'est-ce que le 1818 ?

Oui, dans la plupart des pays où un grand nombre d'anciens fonctionnaires de la B.M et du Fonds ont pris leur retraite, on a une association qui regroupe ces anciens de la Banque qui restent ainsi connectés avec leurs successeurs et avec leur Institution, au moins pour une bonne raison puisqu'ils perçoivent une retraite de leur ancien employeur. Ils peuvent aussi voir comment leur ancienne institution évolue, mais, pour eux, ce n'est pas forcément dans le bon sens. Ils disent, souvent, ne pas se reconnaître dans ce qui fut leur Institution, à l'époque de leur recrutement.



Le siège des anciens à Washington s'appelle « *le 1818 Society* », pour rappeler l'adresse du principal édifice de la Banque Mondiale (*1818 H street N.W*). Notre association, en France, est directement connectée au siège du 1818 qui nous adresse toutes les informations des anciens de par le monde, grâce à un bulletin trimestriel, maintenant transmis par informatique. De plus, elle nous tient très informée de ce qui se passe au sein de la Banque et du FMI. C'est ainsi que, en son temps, on a été informé de tous les détails concernant l'Affaire DSK : un vrai roman policier, terminé par un procès ultra détaillé ! D'autres informations plus professionnelles nous sont fournies par les Groupes spécialisés, comme ceux de l'Agriculture, de l'Education, la Santé ou les Infrastructures qui contribuent, chacun dans leur secteur, à nous donner des renseignements actualisés. Enfin, une page est, inévitablement, consacrée à la nécrologie, qui crée pour nous une "piqûre de rappel" d'amis avec qui nous avons passé une partie de notre vie. Une autre, donne les promotions de collègues dans leur pays respectif, ce qui est plus sympathique !

Rappel de souvenirs personnels.

A travers ces informations reçues de Washington, Les anciens se rappellent également que notre institution fut, jadis, autrement plus respectée qu'elle ne l'est maintenant, la dégradation étant manifeste sous bien des rapports. Les anciens se souviennent qu'avant l'an 2000, on voyageait toujours en première classe pour les longs trajets, à la rigueur en classe affaire comme c'est souvent le cas actuellement. Au moins, arrivions-nous en bonne forme pour se présenter dans les réunions ministérielles où se discutaient des projets valant souvent plus de 200 millions de dollars. De plus, avions-nous droit aux meilleurs hôtels où il arrivait souvent que nous invitons les ministres et leur délégation sachant que dans certains pays, les lieux de rencontre n'étaient pas à la hauteur des souhaits des ministres. Aussi étaient-ils heureux de cacher la misère de leurs locaux.

Parmi les plus beaux palaces du monde, à l'époque de mes missions, sont inoubliables les hôtels suivants : le *Raffle* de Bangkok, le *Peninsula* de Hong-Kong, le *Royal- Palm* de l'île Maurice (cher à Jacques Chirac) le *Royal Mansour* à Casablanca, l'hôtel de *Los Reyes Catolicos* à Santiago de Compostelle et trois ou quatre autres à Vienne, Buenos Aires, Budapest et Pékin. A Alger, il me fut offert la suite où le Général Eisenhower s'installa pour préparer le débarquement de Provence. Plus incroyable fut un séjour en Ethiopie où coucha l'Empereur Hailé Sélassié. J'ai trop de souvenirs qui illustraient ces séjours de missions officielles. Ainsi, à Trinidad et Tobacco se fut dans un hôtel 5 étoiles autour d'une piscine, avec un orchestre de "*steel ban*" ! Dans d'autres pays maritimes, ce fut dans des salons en bord de mer, merveilleux souvenirs du Pacifique !

J'eus l'incroyable chance de m'être lié d'amitié avec le chef des voyages de la Banque, un Suisse bon vivant, qui me donna comme mission d'évaluer les grands hôtels de Paris, en vue de savoir où faire descendre nos collègues qui avaient à faire escale dans notre pays, souvent un arrêt nécessaire avant de se rendre en Afrique. C'est ainsi que je connus nos plus grands hôtels et en fis l'évaluation. L'hôtel *Crillon* me laissa un fort bon souvenir, tout comme, rive gauche, le "*Lutétia*", pour avoir occupé la plus belle suite, celle d'angle, où un certain nombre de chefs d'Etat furent accueillis.



C'est aussi à cet ami que je dois d'avoir pris le Concorde au retour Washington- Paris du vol inaugural Paris-Washington-Paris, pour avoir contribué avec lui à l'autorisation- qui fut dure et longue- avec les autorités américaines, réticentes en raison du bruit du supersonique au décollage.

Souvenir inoubliable d'un parcours qui se fit très exactement en 3 heures 29 minutes et 30 secondes, après un atterrissage tout en douceur. Je n'en croyais pas mes yeux lorsqu'à travers les petits hublots de l'avion, je voyais très nettement la courbure de la terre, vu l'altitude très élevée du supersonique. L'écran "led" indiquait : mac 2,1, mac 2,2, avec pointe à mac 2,3, soit plus de deux fois la vitesse du son. Quelle merveille de technologie qu'il me plut d'emprunter 6 fois. Le rapport que je fis au directeur des voyages permit à mes collègues d'utiliser ce transport dont la vitesse assurait une connexion satisfaisante avec la plupart des vols à destination de l'Afrique. Hélas, l'accident tragique du "Concorde", à l'aéroport de Roissy ; mit fin à nos espoirs de poursuivre un tel enchantement.

7/ Quelle différence peut-on faire entre un expert national et un expert international des Nations-Unies ?

Comme j'eus la chance de connaître ces deux situations, successivement, il m'est facile de vous répondre. Il y a, réellement, une grande différence. Aux Nations-Unies, on a le sentiment de travailler pour l'humanité et, ce faisant, on ne compte pas son temps pour un travail aussi passionnant (plutôt 60 heures par semaine !). La liberté est totale et le champ des propositions, immense, contrairement à un système national où l'on est confiné dans votre strict domaine, sans déborder sur celui du voisin. En échange, vous n'avez, dans le système international, aucun droit aux décorations nationales. L'inconvénient, dans l'international, est la fragilité de votre poste. Dernière remarque : votre santé est à la merci des longs voyages et des longues missions. Ainsi, peut-on contracter des maladies sérieuses dans des pays peu salubres. L'éloignement fréquent de sa famille peut entraîner des complications de couple ou des problèmes qui relèvent de la psychiatrie. Donc, pour l'international, il y a des avantages certains si l'on est en bonne santé et solide intellectuellement et physiquement.

L'un de nous a eu la bonne idée de traduire en dessins ce qu'est un expert de la Banque. Dessin 1 : on voit le patron tirer un coup de revolver en l'air, alors que trois experts sont catapultés de leur "starting blocks".

Dessin 2 : l'expert est assis sur le siège des toilettes en train d'écrire car il ne doit pas perdre de temps !

Dessin 3: devant l'immeuble du ministère des Finances :il est marqué : soyez bref et concis avec les autorités locales.

Photo 4 : dans l'avion de retour, tous les passagers dorment, sauf un, l'expert, qui rédige son rapport de mission.

Photo 5 : l'expert descend l'escalier de l'avion et court donner son rapport à sa secrétaire qui court également le rejoindre.

--Croyez- moi, cela n'est pas une fiction, mais la pure vérité !



J'ajouterais que l'expert national court beaucoup moins de risques que l'expert international qui quitte souvent sa famille pour de longues missions, ce qui n'est pas, comme déjà dit, sans risque pour l'harmonie du couple ; de même il est plus exposé aux accidents d'avion notamment. Je voudrais vous en donner un exemple que je ne suis pas près d'oublier. C'était au retour de Tombouctou, ville du nord du Mali. Avec le pilote d'un petit coucou de 6 places, nous étions convenus de décoller à 16 heures pour revenir à Bamako avant l'orage qui avait été annoncé. Nous étions tous à l'heure à l'aéroport, sauf le directeur général de l'Education qui n'apparut que 40 minutes plus tard. Le pilote était nerveux car il savait que nous allions traverser le violent orage que l'on voyait poindre à l'horizon. Ce fut le cas ! Arrivé au-dessus du pays Dogon, notre *cesna* se mit à être ballotté comme une plume dans l'air, avec des chutes brutales d'altitude de plusieurs centaines de mètres. Nous pensions tous, pilote compris, que nous n'échapperions pas à la catastrophe. Ce fut par miracle que nous avons échappé au pire !

Une autre fois, ce fut dans un avion décollant de Lomé, avec un moteur en feu. Nous dûmes notre salut au sang-froid du pilote qui déversa tout le fioul dans la mer avant de revenir sur l'aéroport ; nous eûmes la vie sauve. Enfin, plusieurs des collègues de ma division perdirent leur vie dans des accidents d'avion. Cela me rappelle le pilote de l'avion du général Leclerc qui n'osa pas contredire le général, alors qu'il savait que partir était extrêmement dangereux, à cause d'un vent de sable. L'avion, hélas, s'écrasa. C'est l'ancien pilote qui me raconta l'accident.

Je voudrais vous donner un autre exemple des risques inhérents à nos missions. Peu après un Séminaire organisé au Rwanda à *Gysenyi*, proche du Congo Kinshasa, je dus retourner dans la capitale en passant par *Gabiro*, petite ville située au nord du fameux Parc National de l'*Akagera* qui descend jusqu'à *Kigali*. Je pris donc une chambre dans un hôtel-safari pour y passer la nuit, avant de poursuivre ma route, le lendemain, de bon matin. Or, peu après, des bandes Tutsi vinrent en commando et assassinèrent tous les résidents de l'hôtel. A une heure près, j'aurais fait partie des victimes. J'appris, par la suite, que, via ce Parc désert, les rebelles Tutsi comptaient prendre le pouvoir par surprise, en arrivant incognito près du palais présidentiel tenu par un président Hutu. On sait le génocide des Tutsis qui s'en suivit.

8/Est-ce facile de déceler la corruption ?

Je fus moi-même témoin de faits troublants lors d'une mission en Tanzanie. Nous avions organisé, avec une équipe de coopération allemande, un séminaire international sur l'agro-industrie en Afrique. Il y avait environ une vingtaine de participants de 7 pays d'Afrique de l'Est. Un Institut d'Arusha avait offert de les recevoir. Or, dès la première heure du Séminaire, une plainte collective s'éleva demandant de changer de lieu de résidence. Leur grief ayant été jugé valable, je les fis transférer dans un hôtel de la ville

J'appris à mon retour aux USA que le directeur de l'institut s'était plaint de notre mission et avait demandé mon renvoi. Mais, fort heureusement, entre-temps, j'avais appris que le patron de l'Institut, ami de mon *boss*, faisait du trafic sur le dos de la Banque, en facturant l'essence au prix fort tanzanien, alors qu'il l'achetait à bas prix au Kenya ; bien d'autres faits de corruption jouèrent en ma faveur, soutenu par une solidarité sans faille des



participants et des experts consultants. Ce fut, finalement, L'Institut qui fut mis au ban de toutes les missions de la Banque. Il n'est donc, pas facile de dénoncer la corruption, d'autant qu'elle se pratique, assez souvent, en haut lieu ! On peut comprendre qu'il n'est pas aisé de faire la démonstration d'une corruption lorsqu'elle se situe à un niveau élevé d'un Etat !

9/ A-t-on un droit d'ingérence dans un pays génocidaire ?

C'est, de loin, la question la plus délicate à trancher, mais seules les Nations-Unies pourraient avoir un mandat donné aux pays-membres qui représentent la quasi-totalité de la planète. En effet, à titre d'exemples, comment, par le passé, a-t-on laissé faire des exactions d'une ampleur inimaginable comme celles perpétrées, par exemple au Cambodge, par le régime marxiste de *Pol Pot* ! Où même, en Guinée Equatoriale où a été exterminée *l'intelligentsia* nationale par un *Nguema* atteint de folie. Il avait fait couler tous les bateaux pour que personne ne puisse quitter l'île ! De tels génocides peuvent à tout moment se reproduire. Une ingérence dans un petit pays est, sans doute, réalisable, mais guère envisageable dans un grand pays ou dans un pays réputé dangereux comme la Corée du Nord !

La grande question se trouve, peut-être, au niveau du Conseil de Sécurité des Nations-Unies où plusieurs membres ont un droit de véto, ce qui peut s'apparenter à un pouvoir de nuisance. Cette disposition devrait être abolie dans le souci d'un meilleur équilibre mondial.

10/ Comment étiez-vous reçus dans vos pays de mission ?

Il y avait plusieurs règles à bien connaître et à respecter.

Première règle : il importait de savoir qui devions nous voir et dans quel ordre hiérarchique pour éviter les fausses manœuvres. D'abord, une visite aux ministres concernés par le projet en question, comprenant systématiquement : le ministre des Finances, celui du Plan et les ministres techniques, voire le Premier Ministre en cas d'arbitrage. Puis, en parallèle, une visite de courtoisie aux Ambassadeurs les plus importants, selon les lieux ; en général, l'Ambassadeur de France et celui des Etats-Unis et l'Ambassadeur des pays ayant des projets dans le même secteur, en vue d'harmoniser la coopération multilatérale avec la bilatérale.

Nous évitions de nous adresser à la Presse de peur que toute déclaration soit tronquée ou mal rapportée. Un collègue belge prit le risque de sortir avec une attachée de presse locale, le jour où une réunion interne avait été organisée par le chef de mission. Mon collègue, n'ayant pas accepté de se rendre disponible, il reçut un avertissement, de retour à Washington. Dans une deuxième mission, il eut un différend avec un autre chef de mission. Il fut licencié sur le champ.

Deuxième règle, il importait de prendre soin de ne pas se faire instrumentaliser par les représentants locaux, pouvant conduire à un risque de corruption. Voici un cas qui me concerna directement au Tchad. Arrivé à Sarh, l'ancienne ville de Fort Archambaud au Sud du pays, située près de la République de Centre Afrique, je rendis visite au Gouverneur. Je lui fis part du projet d'éducation pour le Tchad d'un montant de 60 millions de dollars. Il s'y montra fort intéressé. Au moment de prendre congé, il me fit savoir qu'il avait préparé une suite pour moi ; comme un avion sur N'Djamena partait le lendemain matin, il me fit savoir qu'il me ferait



conduire à l'aéroport après le petit-déjeuner. De peur de le froisser par un refus, je n'osai pas m'opposer à son souhait. Il m'avait réservé une belle surprise, car la suite qu'il m'offrait se trouvait dans le palais du gouverneur, avec plusieurs salons de grande classe ; c'est en lui faisant mes compliments qu'il m'apprit que ce salon avait hébergé le président Giscard d'Estaing venu chasser dans le Nord de la RCA.

Ce fut un court mais splendide séjour jusqu'au lendemain où j'attendis que l'on vienne me chercher. Ne voyant rien venir, je commençai à m'impatienter, de peur de rater l'avion. Or, l'heure était déjà passée quand un adjoint du gouverneur vint me servir un copieux petit-déjeuner. Il me fit comprendre, alors, que je n'avais pas à m'inquiéter. J'arrivai, finalement, avec une heure de retard à l'aéroport où se trouvait le gouverneur au pied de l'avion, prêt au décollage. Je compris vite qu'il l'avait fait bloquer pour moi, car, lorsque je rentrai pour prendre ma place au premier rang, je vis tous les passagers transpirant à grosses gouttes par cette attente d'une heure, ce qui me mit dans une grande gêne. Je me demandai, alors, si le Gouverneur avait agi par sympathie ou par calcul, espérant avoir une part des 60 millions de dollars pour sa province ? La question est restée sans réponse.

Dans ce même pays, beaucoup plus tard, un autre projet Education allait être signé, mais le Gouvernement tchadien, où l'on venait de découvrir du pétrole sur son territoire, préféra mettre sa priorité sur des projets d'énergie et refuser le projet d'Education dans lequel il s'était engagé. La Banque dut forcer le Gouvernement à accepter ce projet vital pour le pays, sous peine de voir tous les autres projets bloqués, y compris celui des hydrocarbures. Alors, le Gouvernement dut s'incliner. Il y avait des intérêts en jeu, accompagnés, sans doute, de corruptions sur lesquels la Banque enquêta.

11/ Comment rentre-t-on à la Banque Mondiale (ou au FMI) ?

Il y a plusieurs possibilités, mais toutes difficiles et souvent le fait d'un heureux hasard.

Premier exemple : tout appel à candidature est lancé et publié via différentes sources internationales d'information. Il suffit alors de présenter sa candidature. Avec un seul poste ouvert à l'ensemble du monde, la chance de l'emporter est très rare. Mais il n'y a rien à perdre à tenter sa chance !

Deuxième possibilité : la plus classique ! Vous adressez votre CV avec une lettre de motivation. Votre candidature va circuler dans l'Institution et peut-être va-t-elle rencontrer un service qui jugera votre candidature intéressante car correspondant à un profil recherché. Vous serez alors contacté et aurez une interview.

Troisième possibilité ; solliciter d'accepter de faire partie d'une mission au titre de consultant –ce qui suppose quelque ami dans la place- et, ainsi, avoir la possibilité d'être évalué par la totalité des membres de la mission ; si tous, je dis tous, trouvent que vous avez bien rempli votre job, alors, avez-vous des chances qu'on vous propose de rentrer comme nouveau membre de la Division pour laquelle vous avez consulté.

Dans les trois cas, la chance doit vous sourire pour que vous ne fassiez aucune faute et que la concurrence ne soit pas trop grande. Dans les interviews, il ne faut pas qu'un seul examinateur vous mette une boule noire. Vous êtes, alors, "blackboulé".



Vous pourriez me demander dans quelle catégorie je me suis trouvé pour avoir eu la chance d'intégrer cette respectable institution ! Eh bien ! Je vais vous conter les circonstances quasi-rocambolesques qui ont joué en ma faveur pour intégrer la BM ! Elle vaut son pesant de surprises ; car ce sont grâce à des femmes nues que s'est joué mon destin !!! Voici les faits.

Ayant eu la responsabilité confiée par la FAO qui m'avait recrutée, dix ans auparavant, en coordination avec l'OMS et l'UNICEF, pour améliorer la nutrition dans l'ensemble du Pacifique Sud, je m'en fus dans un pays aux confins de "mon" territoire de mission, connu sous le nom de Papouasie- Nouvelle Guinée (PNG). De la Capitale, Port Moresby, je pris un avion qui m'emmena au cœur de ce pays montagneux pour arriver à *Goroka*. Au moment de passer sur la passerelle, celui qui me précédait laissa tomber son attaché-case, complètement surpris et subjugué par ce qu'il venait de voir : des femmes nues courraient vers notre appareil, tout juste pourvues d'un petit cache-sexe triangulaire, en poussant des cris joyeux comme pour nous accueillir, à leur manière. Inutile de dire que, tous les deux, nous étions complètement ébahis ; c'est, alors que je me suis rappelé la "*légende cargo*" des Papous que j'expliquai à cet étranger. Si, ces femmes avaient quitté si précipitamment le marché où elles se trouvaient et accourraient sur la piste, c'est parce que la légende leur a appris, qu'un jour, les biens dont les familles papoues avaient été spoliées par des Blancs, reviendraient par les airs sur des engins volants. Voilà pourquoi elles se précipitaient, sans pudeur, chaque fois qu'un avion atterrissait à *Goroka*.

Après cet accueil si surprenant pour les étrangers que nous étions, il se trouva que, au moment de présenter son passeport à l'immigration, ce même passager avec qui j'avais sympathisé, exhiba un passeport bleu-ciel. Ma surprise fut grande car il s'agissait d'un *laisser-passer des Nations-Unies* que j'identifiai rapidement puisqu'il était semblable au mien. Je lui en fis la remarque et poursuivis en lui demandant quelle Organisation l'avait conduit jusqu'ici. Il me répondit : « la Banque Mondiale ». Pour moi, cela ne me disait trop rien. Alors je continuai en lui demandant : « Mais, où est son Siège ? » Il me répondit : « à Washington ». C'est ainsi que, dans la conversation, j'appris que mon profil lui paraissait compatible avec les programmes et projets de la Banque et qu'il me suggérait de faire connaître mon intérêt à l'Institution, en me donnant la marche à suivre. C'est ainsi que, grâce à ces femmes si légèrement vêtues, que deux experts -qui ne se connaissaient pas avant ce spectacle gratuit- en vinrent à faire connaissance et à me donner des informations pour la suite de ma carrière. En effet, la bonne fortune fit que, peu après avoir adressé mon CV à Washington, un grand patron vint m'interviewer à Paris et me proposa de rentrer dans sa Direction Générale, celle de l'Education.

Quand je pense au risque que je pris de lui dire que je préférais être testé comme consultant, via une mission, au lieu de rentrer directement et qu'il accepta, ce fut pure folie de ma part. Heureusement pour moi, la mission où il me plaça me mit en situation favorable. En effet, ce fut en Espagne, sous le Caudillo, où non seulement je remplis correctement mon rôle de conseiller en Enseignement Agricole, mais fus aussi, job inattendu, le traducteur officiel de la mission face au Gouvernement espagnol dont le ministre de l'Education était président de l'Unesco.

Par la suite, je pris un deuxième risque en demandant d'être une nouvelle fois consultant dans une deuxième mission. Ce fut à Trinidad et Tobago, mission passionnante et,



heureusement, réussie qui me valut cette remarque du grand patron : « cher monsieur, cette fois, nous souhaitons que vous veniez à Washington comme spécialiste de l'Education ». Je répondis que j'acceptais et rentrai un 18 juin à la Banque, non sans une surprise de dernière minute. En effet, on me fit passer un examen médical. Le médecin me dit : « Oh ! Votre taux d'éosinophilie est élevé ! C'est un signe de parasitisme ou d'allergie ! Fort heureusement, je me rappelai que, ayant soigné des chats, je devins allergique aux poils de cet animal. Je lui fis savoir que ce n'est pas dans l'Institution que j'en verrai beaucoup ! Il sourit et signa mon " bon pour le service" ».

Je dois dire que cette rigueur médicale qui continua durant plus de vingt ans, avec un *check-up* en profondeur, fut la cause d'une excellente santé poursuivie bien après ma vie professionnelle.

Dernière question !

12/ Devant la pandémie Covid-19, si destructurante, que fait la Banque ?

Je viens de prendre des nouvelles de Washington, il y a quelques jours. Voici les informations les plus récentes.

D'après celle-ci, la pandémie menace dangereusement de réduire à néant les progrès obtenus au cours des dix dernières années dans les domaines du capital humain, via l'éducation et la santé, investissements essentiels pour les enfants des PVD. La Banque a collecté des informations et des données dans 174 pays des 189 pays-membres. Déjà, avant la pandémie, la Banque avait mis la priorité sur le capital humain, notant que le potentiel d'un enfant de pays pauvres n'était que 56% de celui d'un enfant de pays riche. Le Covid-19 a un impact économique sérieux sur la santé des familles les plus défavorisées, ainsi que sur l'éducation, l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Pour pallier ces inconvénients, voici les investissements récents de la Banque :

-Dans l'Ethiopie, Haïti, Mongolie, comme au Burkina Faso, le Népal et le Bangladesh, des projets de santé ont été continués, en fournissant des fournitures scolaires et médicales.

-En Jordanie et Turquie, ce sont des programmes de formation, via le développement du numéraire et de la télé.

-Au Benin, la lutte directe contre le coronavirus a été mise en place, avec des caméras thermiques, des masques et des centres de dépistage.

-Au Sahel, où se trouve le plus haut taux de la démographie, la Banque a investi dans des projets de Population (régulation des naissances) et d'Education (éducation primaire pour les filles).

-En Inde, ce sont des projets d'aide alimentaire, de rattrapage scolaire et la protection sociale des travailleurs.

Au total, écoutez bien ce chiffre ! Ce sont **160 milliards de dollars** de financements qui vont être injectés, au cours des **15** prochains mois, pour aider **100** pays parmi les plus vulnérables à redresser leur économie, dont 50 milliards de dollars en dons et concessions, le tout en décaissement accéléré.

Voici donc ce que l'on pouvait dire du Groupe Banque Mondiale, en raccourci. On comprend que devant les dégâts économiques considérables survenus dans le monde, à cause de la



pandémie Covid619, la Banque Mondiale, tout comme le FMI, va être très sollicitée pour venir en aide financière et technique à beaucoup de ses pays-membres.

Merci de votre bienveillante attention.

TABLE DES MATIERES

- Avant-propos
- Les Sœurs jumelles
- Le F M I (p 8)
 - Spécificités
 - Rôle
 - Facilités
 - Quelques actions types
 - Les critiques
 - L’Affaire DSK
- Le GROUPE BANQUE MONDIALE (p 28)
 - Les 5 Institutions
 - Généralités
 - Conseil des Gouverneurs
 - Le Conseil d’Administration
 - Les Quotas
 - Les Assemblées générales
 - L’Organisation
 - Les Présidents
 - Le Financement
 - Les Objectifs
 - Les Prêts
 - Le Cycle des Projets
 - La Politique de la Banque
 - Exemples de Projets mal évalués (Mali et Madagascar)
- Les projets types d’aide aux PVD
 - Agriculture/Education/Santé -
 - Evaluation des projets
- Autres activités
 - Les Conseils
 - La Corruption
 - Environnement
 - Microcrédit
 - Domaines du Millénaire
- L’Institut économique de la Banque (p.34)



Relations avec les Pays-Membres

- La Dette
- L'ajustement Structurel

Les Relations extérieures (p.38)

- Les Nations-Unies
- L'Afrique
- La France
- Les ONG
- La Russie
- La Chine
- La Société Civile (CSO)

Les débats internes

Transparence et Publications (p.44)

Les Grands Défis mondiaux pour la B.M et le FMI

- Surpopulation (africaine)
- Les Inégalités
- la dégradation de l'Environnement et du Climat
- Les Epidémies
- les Conflits

CONCLUSION(p.50)

Questions et réponses' (p.52)

Les Fonds du Groupe Banque ? Et onze autres questions



ANNEXES

- 1- Organigramme du FMI
- 2- Organigramme de la Banque Mondiale
- 3- Le Conseil d'Administration
- 4- Cycle des projets
- 5- "Projects framework"
- 6- Exemples de financement : HNP santé/nutrition/population
- 7- Liste des Pays en fonction de leur richesse (PNB/per capita)
- 8- Carte des populations vivant en extrême pauvreté
- 9- "Country Level financing"
- 10- Liste des Pays en fonction de leur corruption
- 11- Villes africaines de plus de 5 millions d'habitants
- 12- Nombre de projets HNP dans le monde
- 13- Propos du Vice-Président de la BM
- 14- Cartes des résultats dans la lutte contre l'Onchocercose
- 15- Photographies de la maladie "Cécité des Rivières"
- 16- La statue célébrant l'éradication de l'Onchocercose
- 17- Liste des missions et pays visités par l'auteur



ORGANIGRAMME DE LA BANQUE MONDIALE

Président du Groupe de la Banque mondiale	David Malpass (fr)
Directeur général des opérations	Axel van Trotsenburg (fr)
Directrice générale et Directrice financière principale GBM*	Anshula Kant (fr)
Directeur général et Directeur administratif principal GBM*	Shaolin Yang (fr)
Directrice générale, Politiques de développement et Partenariats, GBM*	Mari Pangestu (fr)
Vice-présidente et Économiste en chef du GBM, Économie du développement, DEC	Carmen Reinhart (fr)
Première vice-présidente et Conseillère juridique principale GBM* (LEGVP)	Sandie Okoro (fr)
Vice-présidente, Budget, examen des performances et planification stratégique	Antonella Bassani (fr)
Présidente du Panel d'inspection	Imrana Jalal
Responsable principal des questions d'éthique GBM*	Jorge Dajani Gonzalez
Vice-président, Afrique de l'Est et australe	Hafez Ghanem (fr)
Vice-président, Afrique de l'Ouest et centrale, Afrique	Ousmane Diagana (fr)
Vice-président, Asie du Sud	Hartwig Schafer
Vice-président, Amérique latine et Caraïbes	Carlos Felipe Jaramillo (fr)
Vice-président, Moyen-Orient et Afrique du Nord	Ferid Belhaj (fr)
Vice-président, Asie de l'Est et du Pacifique	Victoria Kwakwa
Vice-président, Europe et Asie centrale	Anna Bjerde
Vice-président et Chef des services d'information, Gestion de l'information et technologie GBM*	Denis Robitaille (fr)
Vice-présidente, Développement humain	Mamta Murthi (fr)
Vice-président, Développement durable	Juergen Voegele (fr)
Vice-président, Croissance équitable, Finance et Institutions	Ceyla Pazarbasioglu
Vice-président, Infrastructure	Makhtar Diop (fr)
Vice-président, Projets institutionnels	Bernard Lauwers
Directrice générale, Groupe indépendant d'évaluation (IEG)	Alison Evans
Vice-président et Contrôleur GBM*	Jorge Familiar Calderon
Vice-président, Intégrité	Mouhamadou Diagne (fr)
Vice-président, Ressources humaines GBM*	Annette Dixon (fr)
Vice-présidente et Auditrice générale	Anke D'Angelo
Vice-président et Trésorier	Jingdong Hua



Vice-présidente, Relations extérieures et institutionnelles GBM*

Vice-présidente, Politique opérationnelle et services aux pays

Vice-président et Directeur risques GBM*

Vice-président, Financement du développement

Vice-présidente et Secrétaire générale

Vice-président, Conseiller/Ombudsman pour l'application des directives

[Sheila Redzeqi](#) (fr)

[Manuela Ferro](#)

[Lakshmi Shyam-Sunder](#)

[Akihiko Nishio](#)

[Diariétou Gaye](#) (fr)

[Osvaldo Luis Gratacós](#)

LA SANTE EN AFRIQUE

Sur 57 millions de décès en 208,54% sont dus à 6 types de maladies :

- Cardiopathies et AVC :15,2 millions
- Maladies pulmonaires (affections et cancers) :4,7 M
- Diarrhées : 1,8 M
- Diabète : 1,6 M
- Tuberculose :1,3
- SIDA/VHSM :1 M

Raisons des progrès réalisés en médecine en Afrique, via les Projets Banque Mondiale :
Meilleure information ; distribution de médicaments ; formation du personnel (1,8millionsd'agents de santé), meilleurs accès aux soins, réalisés dans 1200 Centres de santé financés par la BM et dans 1500 Centres de dépistage du SIDA ;lutte contre le paludisme (achat de plus de 50 millions de moustiquaire) ; renforcement des programmes de PMI (Protection Maternelle et Infantile) ; lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition ; lutte contre les maladies vectorielles et les vecteurs.

Comparaison avec les autres continents :

- espérance de vie inférieure à 60 ans contre 82 ans dans les pays développés : (50 ans en Sierra Leone)
- Nombre de médecins pour10 000 habitants : Rwanda et Ouganda :1
:Autriche :52
- objectifs du Millénaire : réduction de la mortalité infantile : non atteinte